

# Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

## Brèves Matinales de ce lundi 26 septembre 2022

### SOMMAIRE

- Goma : situation tendue, la journée ville morte transformée en manifestations violentes
  - Sud-Kivu : Une journée ville morte annoncée ce mardi à Bukavu pour exiger la libération de Bunagana
  - Conflit Teke-Yaka : Abdoul Aziz pour le renforcement des fonctions régaliennes de l'Etat
  - Agression dans l'Est : Le maire de Goma interdit les manifestations exigeant la « libération » de Bunagan
  - Répression de la marche des médecins : Mukwege choqué, des mouvements citoyens se joignent également à la lutte des médecins
  - Élections en RDC en 2023 : l'optimisme de Tshisekedi ne convainc pas la classe politique
  - « L'indépendance d'entreprendre par une femme mariée n'est plus à négocier », dicit Bernis Mayamona
  - Le Premier ministre promet des « décisions rapides » sur l'état de siège en Ituri et au Nord-Kivu
  - RDC : Confiant de sa réélection, Tshisekedi dénonce des « forces obscures » qui ne veulent pas des élections en 2023
  - Nord-Kivu : Vital Kamerhe invite les communautés de Beni à la cohésion et la cohabitation pour le retour de la paix dans la région
  - Nord-Kivu : 2 miliciens tués et 4 autres capturés par l'armée
- **DROITS HUMAINS**

## Goma : situation tendue, la journée ville morte transformée en manifestations violentes

Les activités socio-économiques sont paralysées depuis tôt le matin de ce lundi 26 septembre 2022 dans la ville de Goma (Nord-Kivu) suite à l'appel de la société civile, à observer deux journées ville morte lundi et mardi. Mais cette journée ville morte s'est transformée en manifestations créant une vive tension dans plusieurs coins de Goma. Des coups de feu ont

été entendus notamment dans les quartiers Ndosho, Majengo, Katoyi et Buhene où les éléments de la police ont usé des tirs de sommation pour disperser les manifestants et ainsi dégager certaines routes barricadées. Pour l'instant, plusieurs boutiques, magasins et autres édifices commerciaux restent fermés. La circulation est timide. Des écoles ont renvoyé les enfants à la maison. Certains parents ont décidé de garder leurs enfants à la maison.

## **Conflit Teke-Yaka : Abdoul Aziz pour le renforcement des fonctions régaliennes de l'Etat**

**Le directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'homme (BCNUDH), Abdoul Aziz Thioye a appelé, dimanche 25 septembre, au renforcement des fonctions régaliennes de l'Etat dans certaines parties du pays et d'assurer un encadrement des pouvoirs coutumiers.** Il s'est exprimé ainsi à Kinshasa, faisant allusion aux conflits interethniques en RDC et plus particulièrement celui, opposant Teke-Yaka dans les provinces du Mai-Ndombe et du Kwango. Le directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'homme (BCNUDH), Abdoul Aziz Thioye a appelé, dimanche 25 septembre, au renforcement des fonctions régaliennes de l'Etat dans certaines parties du pays et d'assurer un encadrement des pouvoirs coutumiers. Il s'est exprimé ainsi à Kinshasa, faisant allusion aux conflits interethniques en RDC et plus particulièrement celui, opposant Teke-Yaka dans les provinces du Mai-Ndombe et du Kwango.

## **Répression de la marche des médecins : La LPDH sollicite l'ouverture d'une enquête et des sanctions contre les coupables**

**Dans un communiqué publié ce dimanche 25 septembre, la Ligue pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme (LPDH) dit suivre avec attention la récente actualité socio-politique, caractérisée notamment par la « forte » répression de la marche pacifique organisée en date du 21 septembre par le syndicat national des médecins (SYNAMED). Les professionnels de la blouse blanche manifestaient pour exiger l'amélioration de leur condition de travail.** La LPDH qui rappelle que le droit de manifester est garanti par la constitution de la RDC, condamne la répression qu'ont subi les médecins de la part des éléments de la force de l'ordre (PNC) lors de cette marche. « Le droit de manifester étant garanti par la constitution du pays, la ligue condamne avec la plus grande fermeté la répression qui a suivi la marche des professionnels de la santé qui exigeaient qu'à être traités dignement », peut-on lire dans ce communiqué.

## **Agression dans l'Est : Le maire de Goma interdit les manifestations exigeant la « libération » de Bunagana**

---

L'appel au départ de la MONUSCO et la libération de Bunagana, une cité occupée par les terroristes du M23, continue de se multiplier dans la ville de Goma, et à Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu. Les forces vives de la société civile et des mouvements citoyens dont la LUCHA appellent à deux journées « ville – morte », ce lundi et mardi, à Goma pour « exiger la libération de Bunagana et la levée de l'état de siège ». Les organisateurs tiennent, tout de même, à exiger le départ de la MONUSCO. Cependant, ces manifestations sont interdites par l'autorité urbaine. Dans une correspondance parvenue à POLITICO.CD, le maire de Goma, le Commissaire Supérieur Principal Kabeya Makossa François, demande à la population de la ville de Goma de vaquer librement à ses occupations pour les journées du lundi 26 et mardi 27 septembre 2022 contrairement aux appels faisant état d'une Ville morte. A cet effet, il rappelle que toutes les manifestations sur les voies publiques sont interdites par l'Autorité urbaine.

- **DROITS DES FEMMES**

## **Répression de la marche des médecins : Mukwege choqué, des mouvements citoyens se joignent également à la lutte des médecins**

Denis Mukwege se dit « choqué par les images de la violente répression survenue à Kinshasa contre les médecins manifestants du Syndicat National des Médecins de la RDC (SYNAMED). « Manifester n'est pas un crime et ne devrait jamais être réprimé par la Police nationale congolaise (PNC) qui doit garantir aux citoyens le libre exercice de leurs droits fondamentaux », dit-il. Le prix Nobel de la paix réagissait à la répression mercredi 21 septembre 2022, de la marche organisée après près de deux mois de grève. « Nous condamnons avec force et vigueur la répression brutale et inouïe opérée par la Police Nationale lors cette marche pacifique. Ayant respecté toute les exigences administratives et légales, cette marche de protestation contre le mauvais traitement réservé à ces professionnels de la santé avait pour objectif, entre autres, de rappeler au Gouvernement ainsi qu'au Président de la République le non-respect des engagements pris depuis le mois d'Août 2021, notamment les indemnités de transport et de logement qui avaient été négociées », réagissent également les mouvements citoyens dans un communiqué conjoint.

## « L'indépendance d'entreprendre par une femme mariée n'est plus à négocier », dixit Bernis Mayamona

La femme mariée, doit-elle se battre ou négocier pour jouir de la loi concernant l'entrepreneuriat ? La rédaction du média des femmes a posé la question à Bernis Mayamona, jeune femme mariée, avocate et coordonnatrice de la "Fondation Bernis Mayamona", FBM en sigle. Pour elle, la société d'antan, la femme avait des limites qu'elle ne pouvait point franchir, elle vivait dans un mode renfermé où elle ne pouvait pas déployer ses ailes car étant complètement dépendante de l'homme. Mais de nos jours, avec l'évolution des sociétés modernes et l'émancipation de la femme, une femme mariée ne doit pas négocier son indépendance financière car elle n'a pas besoin de l'autorisation maritale pour travailler ou entreprendre.

La femme mariée, doit-elle se battre ou négocier pour jouir de la loi concernant l'entrepreneuriat ? La rédaction du média des femmes a posé la question à Bernis Mayamona, jeune femme mariée, avocate et coordonnatrice de la "Fondation Bernis Mayamona", FBM en sigle. Pour elle, la société d'antan, la femme avait des limites qu'elle ne pouvait point franchir, elle vivait dans un mode renfermé où elle ne pouvait pas déployer ses ailes car étant complètement dépendante de l'homme. Mais de nos jours, avec l'évolution des sociétés modernes et l'émancipation de la femme, une femme mariée ne doit pas négocier son indépendance financière car elle n'a pas besoin de l'autorisation maritale pour travailler ou entreprendre :

- **SITUATION POLITIQUE**

### Le Premier ministre promet des « décisions rapides » sur l'état de siège en Ituri et au Nord-Kivu

Après une visite dans les provinces sous état de siège dans l'est de la RDC du Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, la société civile a de nouveau exigé la levée du dispositif. Le chef du gouvernement a promis des « décisions rapides ». En Ituri, accompagné de six ministres et quelques élus, le Premier ministre a recueilli les mêmes revendications qu'il y a cinq mois. La société civile, représentée par Dieudonné Losa lors des consultations, espère une levée imminente de l'état de siège dans les provinces d'Ituri et du Nord-Kivu. *« Ce serait de la mauvaise foi de la part du gouvernement si on ne levait pas l'état de siège. Depuis trois mois, nous ne constatons pas la présence des militaires sur le terrain, il n'y a jamais d'opérations militaires comme telles. Dans la pratique, il n'y a pas d'état de siège, nous attendons donc qu'on le lève officiellement »*, estime le représentant.

## RDC : Confiant de sa réélection, Tshisekedi dénonce des « forces obscures » qui ne veulent pas des élections en 2023

---

**Félix Tshisekedi a, au cours d'une interview exclusive accordée à France 24 et RFI vendredi 23 septembre 2022, rassuré que les élections auront lieu dans le délai constitutionnel en dépit des forces obscures qui, selon lui ne veulent pas des élections et tiennent à les saboter. Il a inscrit dans cette logique, le conflit entre Teke et Yaka.** Cette assurance, le Chef de l'État, dit l'obtenir du président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) Denis Kadima avec qui, il échange régulièrement pour s'assurer que le ministre des Finances libère des moyens pour les opérations. Ce dernier, a-t-il indiqué, avait le meilleur profil de tous les candidats à la présidence de la CENI et les partenaires ont adoubé l'individu. Au sujet du président de la Cour constitutionnelle qui serait son proche, Félix Tshisekedi a indiqué qu'il a été choisi par ses pairs et « c'est un faux procès qui lui est fait ».

## Élections en RDC en 2023 : l'optimisme de Tshisekedi ne convainc pas la classe politique

---

**La classe politique n'est pas convaincu par la déclaration de Félix Tshisekedi, qui, invité sur RFI et France 24, a affirmé que les prochaines élections générales se tiendront bien en décembre 2023. Des élections en RDC en décembre 2023 ? « J'y crois », a répondu le président congolais Félix Tshisekedi, invité de RFI et France 24 vendredi 23 septembre. Des propos qui n'ont pas manqué de faire réagir dans le pays, où tous ne partagent pas l'optimisme du chef de l'État.** À commencer par Delly Sesanga, le président du parti d'opposition Envol. Il émet des réserves sur les déclarations présidentielles : « S'il était optimiste, il n'aurait pas démultiplié avec son camp politique autant de manœuvres qui organisent la fraude autour de tous les piliers de ce processus, à savoir la Ceni (la Commission électorale, NDLR), la Cour constitutionnelle et la loi sur les élections qui ont été totalement conçues dans l'unique objectif de tricher, d'avoir une fraude à grande échelle », assène-t-il. Selon lui, les demandes de l'opposition de voir les résultats publiés bureau par bureau à la criée, l'indépendance de la Cour constitutionnelle et le respect de sa composition « n'ont pas été respectées ». Mais « il est encore temps effectivement de corriger ces éléments afin d'aller à ces élections dans le délai », tempère-t-il.

## Nord-Kivu : Vital Kamerhe invite les communautés de Beni à la cohésion et la cohabitation pour le retour de la paix dans la région

---

Vital Kamerhe, président national de l'Union pour la Nation congolaise (UNC) a appelé ce dimanche 25 septembre, les communautés de Beni à la cohésion et la cohabitation pour le retour de la paix dans la région. Il a lancé ce message lors du meeting tenu au rond-point Nyamwisi dans la ville de Beni (Nord-Kivu). Il est arrivé à Beni ce dimanche après-midi, dans le cadre de sa tournée de la pacification et la paix. *« Beni est une ville sinistrée qui mérite une mesure particulière pour apaiser cette population déjà meurtrie, à se sentir soulagée et apporter notre soutien à toute cette population qui souffre, et croire avec nous, avec la foi en Dieu que nous pouvons ramener la paix dans notre pays. Nous sommes dans une mission de pacification mais aussi inviter tous les enfants de Beni, toute communauté confondue à la cohésion, à la cohabitation intercommunautaire et harmonieuse. C'est la clé de la réussite »*, a expliqué Vital Kamerhe.

Il invite la population à s'impliquer pour que les choses changent :

*« Si nous sommes comme les 5 doigts de la main, si tous nous nous entendons très bien, l'ennemi ne va pas entrer, il va partir. La population doit retenir que le changement dépend d'abord d'elle-même. Le changement au Congo dépend de nous même Congolais et le reste viendra après »*.

- **SECURITE**

## Nord-Kivu : 2 miliciens tués et 4 autres capturés par l'armée

Le porte-parole des opérations Sokola 1, le capitaine Antony Mwalushayi, à travers une dépêche parvenue à Actu30.cd, déclaré que l'armée a mis la main sur 4 miliciens Maï-Maï le samedi 25 septembre 2022. Ces miliciens du groupe UPLC pourtant déjà dans le processus de désarmement, ont été arrêtés après qu'ils se sont trempés dans la tracasserie de la population du village de Cantine dans le secteur de Beni-Mbau, territoire de Beni, au Nord-Kivu. Les forces armées ont également ravi deux armes des mains de ces miliciens, rapporte le capitaine Antony Mwalushayi. Il précise également que ces derniers seront transférés à la justice militaire « pour servir des modèles aux autres récidivistes ».

## Sud-Kivu : Une journée ville morte annoncée ce mardi à Bukavu pour exiger la libération de Bunagana

**La société civile urbaine de Bukavu décrète une journée ville morte, ce mardi 27 septembre 2022, dans le chef-lieu du Sud-Kivu, pour exiger la libération immédiate de la citée de Bunagana, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), occupée actuellement par les rebelles du M23. Dans une déclaration faite samedi 24 septembre, à Bukavu, cette structure citoyenne regrette de constater que, malgré l’instauration de l’état de siège, la situation sécuritaire demeure chaotique dans cette partie de la RDC. Par ailleurs, elle fustige les propos « irresponsables » et « d’incitation au soulèvement populaire » tenus par le secrétaire général de l’ONU, Antoine Guterres, mais également l’aveu d’impuissance de la MONUSCO.**